



Déclaration intersyndicale
CSA de proximité académique Bordeaux
Mardi 13 octobre 2026

Monsieur le Recteur,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA académique,

Depuis plusieurs semaines, les lycéennes et les lycéens se mobilisent pour de meilleures conditions d'étude et les organisations syndicales représentatives au CSA de l'académie de Bordeaux soutiennent leur mouvement.

Nous dénonçons en effet dans les instances départementales ou académiques, depuis de nombreuses années, la suppression des postes, les effectifs trop chargés dans les classes, le manque de moyens, les effets délétères des réformes du lycée et du bac, la sélection mise en place par parcoursup, système inégalitaire s'il en est, l'état du bâti scolaire, les difficultés de remplacement, les équipes pluriprofessionnelles incomplètes. Tout cela met à mal l'école de la République ; elle ne tient plus ses promesses.

C'est ce que nous vous aurions dit aujourd'hui, si nous avions siégé, dans la droite ligne de nombreux établissements qui se sont mobilisés depuis le début de l'année : trop de classes surchargées, dans des collèges y compris en éducation prioritaires, dans des lycées ; trop d'élèves non affecté·es à l'issue de la 3ème et voué·es au décrochage ; trop d'élèves sans proposition de parcoursup ; trop d'élèves pas ou insuffisamment accompagné·es par des AESH ; des suppressions d'emplois d'AED à venir incompréhensibles au vu de l'état des vies scolaires et de l'accompagnement des élèves ; des CPE, des psyEN, des personnels sociaux et de santé qui, face aux élèves, sont débordés par les besoins criant d'une jeunesse confrontée à des problématiques socio-économiques ou à des angoisses de plus en plus fortes tandis que les personnels sociaux et de santé des services sont confrontés à des situations de détresse des agent·es de plus en plus nombreuses et lourdes. Quant aux personnels

administratifs et techniques, trop souvent en sous-effectif chronique, ils sont aussi soumis à rude épreuve, dans les EPLE comme dans les services. Les personnels de direction et d'encadrement sont usés à force d'absorber des réformes à marche forcée et des restrictions de moyens qu'il faut appliquer sur le terrain, quoiqu'ils en aient. C'est tout un système qui est à bout de souffle et qui ne tient que grâce à l'engagement de toutes celles et ceux qui croient dans le service public de l'éducation nationale.

Pour l'heure, malgré de très fortes mobilisations, aucune réponse concrète n'a été apportée aux lycéennes et aux lycéens. Le sentiment d'exaspération est accentué par le déploiement sécuritaire et policier aux abords de certains établissements. Les lycéennes et les lycéens doivent pouvoir manifester pacifiquement, sans être confronté·es à la répression policière ou à la dissuasion par la peur. Le nombre d'arrestations en quelques jours est ahurissant s'agissant d'un mouvement de la jeunesse. Nos organisations syndicales dénoncent l'ensemble des violences, quelle que soit leur origine et les dégradations inacceptables de certains lycées. Elles apportent leur soutien aux personnels, ainsi qu'aux élèves concernés.

La concertation voulue par le premier ministre et le ministre de l'Éducation nationale est vide de sens. Ce n'est pas au niveau des établissements que les réponses pourront être apportées mais bien au niveau ministériel. Il est évident qu'il s'agit là de manœuvres dilatoires visant l'extinction de la contestation. La seule mesure annoncée, mise en œuvre dans l'urgence et concernant le remplacement, a de quoi inquiéter les personnels que nous représentons : nous rappelons ici solennellement que les professeur·es sont protégé·es par un statut et que l'enseignement dans une autre discipline que leur discipline de recrutement ne peut leur être imposé, de même qu'une affectation en dehors de leur zone. Que dire de l'abondement des enveloppes de pacte RCD, synonyme de travail supplémentaire pour les enseignant·es !

C'est pour cette raison que le mouvement s'étend aujourd'hui aux personnels, non plus seulement en soutien mais pour mettre en avant avec force les revendications que nous portons et les réponses que nous voulons : l'annulation des suppressions d'emplois prévues au budget 2027, la création des postes nécessaires, une augmentation des salaires sans contrepartie et une amélioration des conditions de travail pour redonner de l'attractivité aux métiers, un plan de titularisation des enseignant·es, CPE et psyEN contractuel·les, une grille de rémunération nationale pour les AED, la création d'un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH, un plan de rénovation du bâti scolaire, l'argent public pour l'école publique.

Un autre budget que les budgets d'austérité qui prévalent depuis des années est possible, avec davantage de justice fiscale pour redonner enfin à l'école les moyens lui permettant de tenir ses promesses d'égalité et d'émancipation.